

Unité départementale de Lille
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 Lille

Lille, le 24/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/06/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SOCIETE PIERRE BRABANT

ROUTE NATIONALE
59152 TRESSIN

Références : 25/06/2024_BRABANT_TRESSIN_Légio
Code AIOT : 0007000585

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/06/2024 dans l'établissement SOCIETE PIERRE BRABANT implanté ROUTE NATIONALE 59152 TRESSIN. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Dans le cadre de la campagne annuelle de contrôles inopinés 2024 pilotée par la DREAL, il a été réalisé un prélèvement d'eau résiduaire visant à détecter la présence de légionelle dans les circuits de refroidissement des 5 tours aéroréfrigérantes présentes sur le site.

Ce prélèvement a été effectué par le laboratoire DEKRA le 8 juillet 2024. L'inspection a accompagné le laboratoire et contrôlé le respect de certaines dispositions de l'arrêté ministériel du 14/12/2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE PIERRE BRABANT
- ROUTE NATIONALE 59152 TRESSIN
- Code AIOT : 0007000585
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La Société P. Brabant possède depuis 1880 le site industriel de Tressin où elle a exercé une activité de distillerie d'alcools de betteraves jusqu'en 1953.

La Société P. Brabant y exerce aujourd'hui des activités de régénération d'alcools et de solvants, de dénaturation et vente d'alcools, distribution de solvants et produits pétroliers, conditionnement d'alcools et solvants pétroliers en bouteilles, bidons et GRV. L'établissement de Tressin regroupe 46 salariés.

Le site occupe une superficie totale de 83769 m² sur la commune de Tressin, en zone UF du Plan Local d'Urbanisme de la commune, à 500m au sud-ouest du centre ville de Tressin,

Au titre de la réglementation sur les installations classées, les installations exploitées par la Société P.Brabant sur le site de Tressin sont régulièrement autorisées par décisions préfectorales dont les plus anciennes datent de 1960.

L'arrêté préfectoral du 6 janvier 2006 a autorisé la poursuite de l'exploitation des activités du site de Tressin suite à la mise à jour administrative des activités de l'établissement. L'arrêté préfectoral complémentaire du 15 février 2013 a donné acte de la révision de l'étude de dangers du site. L'arrêté préfectoral du 17 décembre 2020 actualise la liste des installations classées autorisées. L'établissement est assujéti à la directive IED 2010/75/UE sur les émissions industrielles.

L'établissement est un établissement SEVESO seuil bas visé par l'Arrêté Ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement, transposant en droit français la Directive n°2012/18/UE du 4 juillet 2012 dite «directive SEVESO 3 relative à la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses, modifiant puis abrogeant la directive 96/82/CE du Conseil.

Thèmes de l'inspection :

- BIOCIDES
- Légionelles / prévention légionellose

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;

- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Personne référente et formation des personnes en charge de la tour	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 23	Demande de justificatif à l'exploitant	5 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Présence et conformité de l'analyse	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	méthodique des risques		
3	prélèvement en vue de l'analyse des légionelles	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.b	Sans objet
4	Stockage des produits biocides et autres.	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 9	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a installé la tour n°5, cette nouvelle tour aéroréfrigérante a été mise en service le 22/06/2023. L'exploitant a également modifié sa stratégie de traitement et installé des pompes doseuses permettant un traitement en continu en remplacement des injections journalières manuelles et du traitement choc hebdomadaire.

L'examen du rapport d'analyse du laboratoire DEKRA, détaillant les résultats des échantillons prélevés le 25/06/2024, a mis en évidence l'absence de légionelles dans l'eau des tours.

L'exploitant a transmis les éléments justifiant la planification du renouvellement des formations légionelles au 2^e semestre 2024.

L'inspection demande à l'exploitant de mettre en place physiquement, avant la fin du 2^e semestre 2024, un périmètre autour de la tour n°5 limitant son accès.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Personne référente et formation des personnes en charge de la tour

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 23
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions d'exploitation
Prescription contrôlée : (...) Un plan de formation rassemblant les documents justifiant la formation des personnels est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Il comprend : - les modalités de formation, notamment fonctions des personnels visés, descriptif des différents modules, durée, fréquence ; - la liste des personnes intervenant sur l'installation, précisant fonction, types de formation, suivies, date de la dernière formation suivie, date de la prochaine formation à suivre ; - les attestations de formation de ces personnes. Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations. (...) Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.
Constats : La formation des personnels est à actualiser.

L'exploitant a transmis le devis signé, de la société BWT, pour la réalisation de la formation "risques légionelles". L'exploitant a demandé expressément au prestataire la réalisation de cette formation avant la fin de l'année 2024.
L'inspection constate que l'accès à la tour n°5 n'est pas complètement sécurisé.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet avant la fin de l'année 2024:
- les attestations de formations aux risques légionelles ;
- les justificatifs démontrant la mise en place physiquement d'un périmètre autour de la tour n°5 empêchant son accès libre aux personnes étrangères.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 5 mois

N° 2 : Présence et conformité de l'analyse méthodique des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.

Thème(s) : Risques chroniques, Entretien préventif et surveillance de l'installation

Prescription contrôlée :

(...)

En cas de changement de stratégie de traitement, ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits aux points II-1 et II-2 b, et a minima une fois par an, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles.

La révision de l'AMR donne lieu à une mise à jour des plans d'entretien et de surveillance et à la planification, le cas échéant, de nouvelles actions correctives. Les conclusions et éléments de cette révision sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant a mis en service une nouvelle TAR et modifié son mode de traitement.
Une nouvelle analyse méthodique des risques a été réalisée en juin 2023, par la société Brabant assisté de la société SOCOTEC ENVIRONNEMENT.

Les équipements en service sont repris dans le tableau suivant :

	Circuit 1/2	Circuit 3	Circuit 4	Circuit 5
	AERO1 ET AERO 2	AERO 3	AERO4	AERO 5
marque de la tour aéroréfrigérante	JACIR	JACIR	JACIR	JACIR
n° d'identification	92151	98145	92151	01221
Type	RPC-2340-3610D-	R X C	- R X C - 2 9 5 0 -	R X C I M - 2 9 5 0 -

	150D	2 4 4 0 0 4 7 J 3 5 D - 3 1 5 D - B G C	5 6 J 1 0 0 0 - 3 0 0 D - B G C	8 4 P 1 0 0 - 3 0 0 D - B G C
Date de mise en service	15/08/1992	08/1998	08/1992	22/06/2023
Type de circuit primaire	Ouvert	Ouvert	Ouvert	Ouvert
P u i s s a n c e t h e r m i q u e évacuée nominale	3489 KW	2326 KW	3489 KW	4658 KW
Implantation des tours dans l'établissement	Au sol	Au sol	Au sol	Au sol

Suite à la mise en service de la tour n°5 l'exploitant a procédé au changement de traiteur d'eau, BWT remplace EAUTEX.

Le mode de traitement a été automatisé avec la mise en place de pompes doseuses.

Le traitement d'eau préventif est réalisé par l'utilisation des produits suivants :

- Anticorrosion & biodispersant CS-6002 à un dosage de 150 ppm en circuit par injection de 50 ppm sur l'appoint général, par régulation via le compteur d'appoint
- Biocide Oxydant ECO MX, il s'agit d'une solution désinfectante à haut pouvoir oxydant produit sur site par électrolyse de sel ; l'injection de cette solution est asservie à une mesure de chlore, 0.2 à 0.8 ppm en circuit en fonction de la valeur de pH.

Pour les traitements curatifs, le traiteur d'eau a défini dans sa stratégie de traitement l'emploi d'un biocide non oxydant le CS-3001 et un biodispersant le CS-4003.

Les procédures de désinfection sont reprises aux chapitres 11 à 14 du manuel d'exploitation établi par la société BWT.

La société BWT atteste que les produits BWT CS-6202, BWT ECO MX, BWT CS-3001, BWT CS-4003 sont compatibles entre eux pour un usage conforme à la stratégie de traitement et sont compatibles avec les matériaux de l'installation.

Il n'y a pas de traitement au biocide non oxydant en continu.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant s'assure de la révision annuelle de son AMR.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : prélèvement en vue de l'analyse des légionelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.b

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des légionelloses

Prescription contrôlée :

Le prélèvement est réalisé par un opérateur formé à cet effet, sur un point du circuit d'eau de

refroidissement où l'eau est représentative du risque de dispersion des légionelles dans l'environnement et hors de toute influence directe de l'eau d'appoint. Pour les circuits où l'eau est en contact avec le procédé à refroidir, ce point sera situé si possible en amont et au plus proche techniquement possible de la dispersion d'eau, soit de préférence sur le collecteur amont qui est le plus représentatif de l'eau dispersée dans le flux d'air.

Ce point de prélèvement, repéré sur l'installation par un marquage, est fixé sous la responsabilité de l'exploitant. Il doit permettre la comparaison entre les résultats de plusieurs analyses successives.

Constats :

Les points de prélèvement des tours 1 à 4 sont identifiés, l'identification du point de prélèvement de la tour n° 5 a été réalisé par l'exploitant au moment de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Stockage des produits biocides et autres.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 9

Thème(s) : Risques chroniques, Terrain - Prévention des accidents et des pollutions

Prescription contrôlée :

Etat des stocks de produits dangereux.

Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.

L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.

La présence sur le site de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.

Constats :

Les produits stockés correspondent à la stratégie de traitement. Ils sont stockés dans une armoire placée sur une rétention béton ou dans des bacs de rétention dédiés. L'inspection s'est assurée que les stocks sont suffisants.

L'exploitant a présenté les FDS en langue française des produits de traitement.

BWT CS-3001 :

après consultation des déclarations sur le site BioCID, ce produit est actif avec une date de soumission à la déclaration du 14/12/2020. La FDS présentée est datée du 22/08/2022 et correspond à la dernière version enregistrée sur le site BioCID. Ce produit est un biocide destiné au traitement des circuits de refroidissement.

BWT ECO MX

Ce biocide est une solution générée par électrolyse sur site, elle contient une concentration en hypochlorite de sodium (CAS 7681-52-9) inférieures à 1%. Elle n'est pas classée dangereuse selon la réglementation. L'exploitant a présenté la notice d'information du risque chimique de ce produit. Cette notice comporte les renseignements liés à son utilisation, son stockage et les mesures à prendre en cas d'accident.

BWT CS-4003

Ce produit est un biodispersant, une FDS n'est pas exigée pour ce produit de par l'article 31 du RGT (CE) 1907/2006. Elle a été rédigée volontairement dans le cadre de l'article 32 de ce même règlement.

BWT CS-6202

Ce produit est utilisé comme un anticorrosion et biodispersant. Cette utilisation répond aux préconisations contenues dans la FDS.

Type de suites proposées : Sans suite